

Société | Le Pacte du Pouvoir de Vivre : un projet de société



Lancement du Tour de France du Pacte du Pouvoir de Vivre ce 27 novembre à Bordeaux et à Liévin en simultané. Dans la capitale girondine, l'Hôtel de Région a accueilli Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT, Véronique Fayet, présidente du Secours catholique et Samuel Leré, responsable du plaidoyer Fondation Nicolas Hulot. Ces derniers sont venus présenter le Pacte du Pouvoir de Vivre porté par une cinquantaine d'associations qui « s'engagent à faire front commun en défendant collectivement 66 propositions qui permettent d'offrir à chacun le pouvoir de vivre » ...

66. C'est le nombre de propositions concrètes qu'ont mis au point 54 associations au cœur d'un Pacte du Pouvoir de Vivre afin d'améliorer le quotidien, préserver la santé et s'attaquer aux défis environnementaux. « Nous sommes intimement persuadés que les territoires ont le pouvoir d'agir car rien ne se fera au plan national », assène d'entrée de jeu Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, lors de la table-ronde donnant le coup d'envoi au Tour de France du Pacte du Pouvoir de Vivre, à l'Hôtel de Région, à Bordeaux, ce 27 novembre. Ce dernier se dit, du reste, « satisfait de voir que la mobilisation territoriale est en train de se mettre en place en réponse à certains axes du Pacte. La société civile est là et peut agir ! Nous pouvons agir pour une société plus démocratique, plus juste, soucieuse de son environnement et des personnes dans le besoin ». Et d'ajouter, « nous pouvons agir pour et non pas contre ! »

« Nous ne pourrions résoudre la crise écologique sans résoudre les inégalités sociales et inversement »

A ses côtés, Véronique Fayet, présidente du Secours catholique, a tenu à rappeler que « Le Secours catholique s'est engagé déjà dans le Grand Débat. Nous avons organisé 300 débats et rédigé un compte-rendu dense de propositions. Des propositions qui concernaient l'ensemble de la société, et touchaient divers sujets tels que la mobilité, la santé ou encore l'accès aux droits ». Le Secours catholique est l'une des 19 organisations à l'origine de ce Pacte. « L'objectif n°1 de l'association fait écho à celui du Pacte. Notre mission est de redonner du pouvoir d'agir aux gens les plus fragiles, les plus modestes et de redonner aux personnes l'accès aux droits. Nous sommes en accord parfait avec ce Pacte. Nous portons une vision de société dans laquelle les personnes ont le pouvoir d'agir sur leur vie ». Samuel Leré, responsable du plaidoyer Fondation Nicolas Hulot, a, lui, tenu à souligner que les 19 structures s'étaient réunies alors que le mouvement des gilets jaunes prenait de l'ampleur. « Nous nous sommes retrouvés sur des préoccupations communes, comme la taxe carbone. Aussi, nous sommes

intimement convaincus que nous ne pourrions résoudre la crise écologique sans résoudre les inégalités sociales et inversement. Ce Pacte a pour mission de changer radicalement les choses et il s'adresse à toutes les catégories de la population.

« Remettre l'exigence de justice sociale au cœur de l'économie »

« Ne plus dissocier les questions sociales et environnementales pour donner à chacun le pouvoir de vivre ». Tel est véritablement l'objectif premier de ce Pacte. Sortir des énergies fossiles, rénover les passoires énergétiques ou rendre accessible une alimentation bio et locale c'est à la fois améliorer le quotidien, préserver la santé et s'attaquer aux défis environnementaux. « Vouloir traiter l'écologie sans traiter le social c'est aller droit dans le mur ! » Par ce Pacte, l'ambition des associations partenaires est de « donner à chacun le pouvoir de vivre dans un cadre commun en protégeant notre avenir et celui des générations futures. Remettre l'exigence de justice sociale au cœur de l'économie. Préparer notre avenir en cessant de faire du court terme l'alpha et l'oméga de nos politiques publiques. Enfin, partager le pouvoir pour que chacun puisse prendre sa part dans la transformation de nos vies ».

Ce Pacte abrite donc 66 propositions qui sont le résultat de débats et de travaux collectifs menés au sein des associations, auprès de leurs sympathisants, adhérents et militants. Ces propositions permettent à la fois de lutter contre le dérèglement climatique, enrayer l'érosion de la biodiversité et améliorer le quotidien des citoyens. Et parmi les mesures préconisées notamment en terme de budget, renoncer à toute baisse du budget global de la rénovation et garantir une montée en puissance du budget dédié sur les années à venir ; assurer le développement du service public de la performance énergétique de l'habitat ; mieux protéger les locataires en supprimant la baisse de 5 euros par mois pour tous les bénéficiaires et en réindexant les APL sur l'inflation ; rétablir l'APL accession pour favoriser le parcours résidentiel et libérer des logements HLM et du parc privé ; réinstaurer la TVA à 5,5% pour la construction et la rénovation de HLM ou encore financer un ambitieux plan de relance du Logement.

Les prochaines étapes de ce Tour de France se tiendront le 3 décembre 2019 à Nancy avec Laurent Berger (CFDT), Cyril Chabanier (CFTC), Isabelle Bouyer (ATD Quart Monde) et Orlane François (FAG). Le 11 décembre 2019 à Nantes avec Thierry Beudet (la Mutualité française), Alice Buensoz (FAGE), Isabelle Mercier (CFDT Pays de la Loire) et Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre). Le 9 janvier 2020 à Dijon avec Thierry Beudet (la Mutualité française), Laurent Berger (CFDT) et Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre). Le 30 janvier 2020 à Lille avec Thierry Beudet (la Mutualité française), Claire Hédon (ATD Quart Monde), le 5 février 2020 à Lyon et le 6 février 2020 à Aix-en-Provence avec Claire Hédon (ATD Quart Monde) et Frédéric Sève (CFDT).

Les organisations qui soutiennent le PACTE :

Aequitaz, AnimaFac, APF France Handicap, Armée du Salut, ATD Quart Monde, CCFD-Terre Solidaire, Ceméa, Ceras Projet, CFDT, CFTC, Club Convaincre, Cnajep, Coop HLM, Equalis, Emmaüs, FAGE, Fédération des centres sociaux, Fédération des acteurs de la solidarité, Fédération des PEP, Fing, FNE, FNH, Fondation Abbé Pierre, Fondation Léo Lagrange, Forum réfugiés, France terre d'asile, Humanité et Biodiversité, La Cimade, La Fonda, La Ligue de l'enseignement, La Mutualité Française, Labo de l'ESS, Le Mouvement associatif, Les Compagnons associatifs, Les Convivialistes, Les Francas, LVN-personnalistes et citoyens, NDH Nouveaux Droits de l'Homme, OPH, OXFAM, Pacte civique, REFEDD, Réseau Action Climat, Secours catholique, SNL, Solidarité laïque, Unadel, UNHAJ, Uniopss, UNSA.



Sybille Rousseau

Crédit Photo : SR

Publié sur aqui.fr le 27/11/2019

[Url de cet article](#)